

**Législation de la première session de la vingt-septième Législature,
18 janvier 1966—22 mars 1967 (suite)**

Sujet, chapitre et date de la sanction	Synopsis
Gouvernement (fin) 1967	
71 23 février	<i>Loi sur l'emploi dans la Fonction publique</i> , remplace la loi sur le Service civil; elle maintient le régime de nomination et de promotion d'après le mérite ainsi que la garantie de travail depuis longtemps en existence et étend leur application aux employés rémunérés aux taux courants ainsi qu'aux officiers et équipages des navires; la Commission du service civil devient la Commission de la Fonction publique.
72 23 février	<i>Loi sur les relations du travail dans la Fonction publique</i> , prévoit l'établissement d'un régime de négociations collectives pour les employés de la Fonction publique du Canada, prévoit des méthodes de règlement de différends qui peuvent survenir au cours de négociations en vue d'accords collectifs et la procédure applicable aux griefs; elle autorise l'établissement d'une Commission des relations de travail dans la Fonction publique qui se chargera de l'application de la loi et prévoit également la constitution d'autres services administratifs ainsi que de la nomination des employés selon les besoins.
74 1 ^{er} mars	<i>Loi modifiant la loi sur l'administration financière</i> , modifie certaines dispositions de la loi visant les fonctions du Conseil du Trésor afin de définir le rôle plus vaste envisagé pour ce dernier en ce qui concerne la direction et l'administration compétentes de la Fonction publique tout en tenant compte de l'établissement des négociations collectives au sein de la Fonction publique.
81 10 mars	<i>Loi sur la pension de retraite du gouverneur général</i> , prévoit le paiement d'une pension de retraite au gouverneur général du Canada.
84 23 mars	<i>Loi de 1967 sur la révision de certains traitements fixés par statut</i> .
Santé et Bien-être 1966	
42 11 juillet	<i>Loi sur la caisse d'aide à la santé</i> , prévoit l'établissement d'une Caisse d'aide à la santé en vue d'aider les provinces à acquérir, construire et améliorer les installations destinées à l'enseignement de l'hygiène et aux recherches.
45 15 juillet	<i>Régime d'assistance publique du Canada</i> , autorise le gouvernement fédéral à partager les frais des programmes établissant des services d'assistance et de bien-être destinés aux personnes nécessiteuses.
64 21 décembre	<i>Loi sur les soins médicaux</i> , autorise le gouvernement fédéral à contribuer aux frais des services d'assurance sur les soins médicaux encourus par les provinces à la suite de la création de régimes provinciaux d'assurance sur les soins médicaux.
65 21 décembre	<i>Loi modifiant la loi sur la sécurité de la vieillesse</i> , prévoit le paiement d'un revenu supplémentaire garanti à certaines personnes recevant la pension de sécurité de la vieillesse, jusqu'à concurrence de 40 p. 100 du montant de la pension versée en vertu de la loi; elle prévoit aussi l'examen du revenu d'un pensionné aux fins de l'attribution du supplément et autres fins connexes.
Justice 1966	
4 31 mars	<i>Loi modifiant la loi sur l'amirauté</i> , autorise la nomination d'un ou plusieurs juges adjoints jusqu'à concurrence de trois, ayant chacun les qualités d'un juge de district lorsque ce dernier est devenu incapable; elle étend aussi le ressort des shérifs et des shérifs adjoints à celui de prévôts et prévôts adjoints de la Cour.
8 31 mars	<i>Loi modifiant la loi sur les juges</i> , autorise le versement de traitements à huit nouveaux juges.
23 16 juin	<i>Loi ayant pour objet la modification de la loi modifiant la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel</i> , pourvoit à la continuation de l'exemption des dispositions de la loi pour les pêcheurs de la Colombie-Britannique ou les personnes et les groupements qui s'occupent de l'achat ou du traitement du poisson dans cette province.
32 11 juillet	<i>Loi modifiant la loi sur la faillite</i> , est une mesure provisoire destinée à remédier aux situations dans lesquelles l'expérience a prouvé qu'il y aura probablement abus de la procédure de faillite, à corriger les abus qui se produisent dans l'administration de biens modiques et à prévoir des mesures spéciales pour le paiement régulier des dettes.
39 11 juillet	<i>Loi modifiant la loi sur la Cour de l'Échiquier</i> , est une modification mineure supprimant l'usage de timbres fiscaux lors du paiement de droits au registraire de la Cour de l'Échiquier du Canada.